

FICHE AMENDEMENT

Proposition d'amendement à l'Article : Protocole Role des Parlements Nationaux

Déposée par ~~Madame ou~~ Monsieur : Danny PIETERS

Qualité : - ~~Membre~~ - Suppléant

Ajouter au nouveau tiret 7. Au cas où la constitution des Etats-Membres reconnaissent des pouvoirs législatifs autonomes aux entités fédérées des ces Etats, la disposition s'appliquera à tous les parlements des entités fédérées à pouvoir législatif autonome.

Explication éventuelle :

L'ajout de la dite phrase est essentielle afin de respecter l'ordre constitutionnel de certains Etats Membres. Il est en effet contraire au droit constitutionnel de certains états membres de reconnaître quelque rôle que ce soit aux parlements fédéraux lorsque la constitution reconnaît des pouvoirs constitutionnel autonome aux entités fédérées. Il est dès lors tout à fait inadéquat d'écrire dans le commentaire que les parlements nationaux eux-mêmes peuvent, si le système constitutionnel le permet, transmettre les textes aux assemblées régionales (ce qui serait alors la responsabilité des gouvernements ou des parlements fédéraux). Ce commentaire semble faire preuve d'un manque de de connaissance de la manière dont certains états membres se sont constitutionnellement organisés ou d'un refus d'en tenir compte. Nous osons espérer que ni l'un ni l'autre soit la réalité.

Nous ne pouvons que répéter qu'il n'appartient pas à la Convention ni à l'Union européenne de modifier la répartition constitutionnelle des compétences entre les chambres d'un parlement ou celle qui existe, au sein de certains Etats membres, entre le niveau fédéral et le niveau des entités fédérées. Par conséquent toutes les assemblées parlementaires possédant une compétence législative qui est reconnue par la Constitution d'un Etat membre, doivent être traitées sur un pied d'égalité par l'Union européenne. Tout le texte du protocole a été rédigé comme s'il n'existait qu'un seul (véritable) parlement par Etat membre et que ces « véritables » parlements, par voie de conséquence, « établissent eux-mêmes les procédures internes en ce qui concerne la consultation de chambres différentes dans le cas d'un système bicaméral et/ou, là où cela est d'application, d'un système comportant des parlements régionaux qui ont une compétence législative. » Cette proposition peut constituer une atteinte à l'ordre constitutionnel interne de certains états membres et ne tient également pas suffisamment compte des réalités politiques qui peuvent apparaître. Illustrons-en l'une et l'autre. Il existe certains pays tels que la Belgique où la compétence législative des entités fédérées est juxtaposée à celle de la Fédération et dans lequel l'Etat fédéral n'a pas de compétence, et ce, même en ce qui concerne la dimension internationale, dans les domaines où les entités fédérées sont compétentes (comme par exemple : l'enseignement, la culture, etc.) C'est de cette façon que la Constitution belge répartit les compétences. Affirmer que le parlement national doit consulter les parlements régionaux en ces matières – en ce qui concerne le contrôle du principe de subsidiarité - porte atteinte à la répartition constitutionnelle des compétences en :

1. attribuant quelque compétence en la matière au parlement national/fédéral ;
2. réduisant le rôle du parlement régional à un simple rôle consultatif.

Qu'il s'agisse des deux chambres d'un parlement fédéral ou de l'existence juxtaposée d'assemblées à divers niveaux, l'on ne peut également pas passer sous silence le fait que plusieurs parlements puissent connaître des majorités différentes. Il n'appartient pas à l'Union européenne d'intervenir dans un tel champ de tension politique en considérant une assemblée parlementaire comme interlocuteur privilégié de l'Union européenne et les autres comme des assemblées qu'il ne convient que de consulter.

En ce qui concerne l'information des parlements nationaux, nous sommes partisans d'une approche large. En cette matière, nous plaidons en faveur de l'insertion du considérant suivant: Il faut donc accepter qu'en

ce qui concerne ce protocole, doivent être considérés comme parlements nationaux non seulement les parlements monocaméraux mais également, le cas échéant, chacune des deux chambres dans les systèmes législatifs bicaméraux, et ce tant au niveau des états qu'à celui des entités fédérées auxquelles les constitutions nationales ont attribué une compétence législative autonome.